

A UN TOURNANT DE LA MOBILISATION POUR CONFORTER NOTRE SYSTEME DE RETRAITES

La CGT est engagée, depuis son dernier Congrès Confédéral (le 49^{ème}), dans une vaste campagne d'explications auprès des Salariés sur les enjeux du Dossier Retraite, pour faire connaître ses propositions et gagner de nouvelles avancées sociales.

Depuis pratiquement 10 mois, les Collectifs de directions et d'animation de l'Activité Revendicative des structures de la CGT travaillent à argumenter, proposer des initiatives d'actions aux militants, aux syndiqués de la CGT et aux salariés.

Depuis le 24 Juin, la mobilisation dans l'action des Salariés, n'a cessé de croître au plan interprofessionnel et dans un cadre très unitaire, malgré toutes les tentatives orchestrées par le Gouvernement pour briser l'unité d'action, malgré la surenchère développée par SUD et Force Ouvrière et constante recherche de la CFDT, d'éviter l'affrontement entre le Salariat, d'un côté, le Gouvernement et le Patronat de l'autre.

Le Chef de l'Etat, son Gouvernement aux ordres du MEDEF, ont rejeté les propositions avancées par la CGT et les autres organisations syndicales, allant jusqu'à pousser le bouchon publiquement en indiquant que ce n'était pas la rue qui faisait la politique!

Le Ministre Woerth, en charge du Dossier Retraite, n'a cessé de jouer la provocation en alternant son discours entre ouverture pour des aménagements possibles à sa réforme et refus d'en modifier la nature et finalité pendant que le Premier Ministre Fillon tentait de raccrocher la CFDT comme en 2003.

Tous, de Sarkozy à Fillon, de Woerth à Lagarde, en passant par Parisot et tant d'autres du camp capitaliste ont menti pour tenter de conditionner l'opinion publique à leur logique et si possible obtenir son adhésion générale à ce véritable recul de civilisation en préparation.

Des sommes délirantes ont été dilapidées dans la campagne du Gouvernement pour imposer sa réforme, quel qu'en soit le prix politique à payer demain et pour atteindre cet objectif, aucune retenue dans la dépense d'argent public.

Les six semaines qui viennent de s'écouler depuis la rentrée ont malgré tout ce battage, tous les coups tordus, vu le mécontentement et la colère s'exprimer en masse dans une dimension de plus en plus publique et déterminée. Au cœur de cet affrontement, il y a les Retraites, mais il y a aussi toutes les rancoeurs qui s'accumulent et s'additionnent contre les différentes réformes engagées, le mépris et l'arrogance de la caste aux commandes du pays, le mal vivre que génère la politique conduite.

Jamais un mois de Septembre et début Octobre (même en 1995) n'auront été marqués par autant d'actions revendicatives et mobilisations interprofessionnelles unitaires d'une telle ampleur.

Des millions de salariés actifs, privés d'emplois, retraités ont manifesté ensemble ou successivement, participé aux grèves, aux arrêts de travail, avec en ligne de motivation, le refus de la régression pour la retraite depuis le 7 Septembre, le rejet du retour aux privilèges et de cette politique exclusivement orientée pour satisfaire les appétits des plus fortunés.

Des millions de salariés qui se sont retrouvés ensemble pour manifester, en découdre avec ce Gouvernement aux ordres du Capital, braver toutes les entraves à la mobilisation, au droit de grève, de manifester et d'exprimer son opposition au libéralisme.

Alors que les affairistes aux commandes du pays, continuent à miser sur la division syndicale, l'épuisement du salariat, cette nouvelle journée nationale d'action interprofessionnelle unitaire du 12 Octobre, confirme que de nouvelles forces nous rejoignent dans cette bataille revendicative d'intérêt général. Elle nous pousse à réfléchir sur la rotation des salariés dans la grève et les manifestations indiquant que la mobilisation va bien au-delà de la seule comptabilisation des manifestations.

De véritables marées humaines ont défilé dans les rues des villes, dans tout le pays, venant de professions et catégories différentes. Des actifs aux côtés de la Jeunesse, des Etudiants et Lycéens avec les Retraités pour exiger le progrès social face aux possédants et à ceux qui les soutiennent.

Plus de 3,5 millions de Salariés et de Jeunes dans les manifestations pour un grand nombre en grève, pour d'autres participants à des arrêts de travail voire sur des journées de congés, repos compensateurs dans des entreprises où le Syndicalisme n'est pas représenté. Des milliers d'Hommes et de Femmes, de Jeunes qui pour la première fois ont manifesté ce 12 Octobre et nombreux dans les cortèges avec la CGT.

Des manifestations en région Centre avec plus de 146 000 manifestants, d'une ampleur inégalée, plus fortes qu'en 2009, 2003, 1995 et même qu'en 1968.

Ce niveau du rassemblement confirme que nous sommes dans une situation tout à fait nouvelle qui ouvre à de possibles avancées revendicatives dans les entreprises et professions à condition de proposer des formes d'actions et fixer avec les salariés le niveau de revendications.

Depuis le départ de cette bataille, nous recherchons à la CGT à élever le niveau de conscience du Salariat et de la Jeunesse sur les enjeux du Dossier Retraite en essayant de faire partager nos analyses et propositions pour gagner à la mobilisation le plus grand nombre. Une mobilisation cimentée sur le tryptique Salaire/Emploi/Protection Sanitaire et Sociale.

Durant tous ces mois écoulés, nous nous sommes battus pour que les salariés maîtrisent les tenants et les aboutissants de ce Dossier, pour leur permettre d'intervenir, d'agir en pleine connaissance et conscience de ce qui se discute.

D'autres ont choisi au plan syndical et politique, comme dans chaque période de grande mobilisation (c'est une grande constante dans l'histoire des luttes en France), de faire diversion pour capter l'attention du salariat soit sur la forme des luttes pour éviter de débattre du fond de la bataille, soit sur l'aménagement de la réforme du Gouvernement pour encore éviter la mise en cause de la logique économique qui guide ce projet donc des profits capitalistes.

Entre quelques agités réclamant à longueur de journées « nous voulons gagner la grève générale » pour les uns, « la grève reconductible voire illimitée » pour d'autres....!

Entre le Pouvoir cultivant la peur au travers de la menace terroriste, manipulant les chiffres sur la participation dans les manifestations et grèves, des acteurs syndicaux recherchant par divers moyens à se soustraire à l'action syndicale sur les lieux et le temps du travail, des représentants politiques à Gauche qui se déclarent pour un aménagement de la réforme du Patronat et de la Droite dans lequel Salariés et Patrons devront contribuer, d'autres qui réclament un référendum alors que de plus en plus de salariés rentrent dans les luttes, la lisibilité sur le pourquoi de la mobilisation grandissante et ses objectifs, devient quelque fois difficile à percevoir.

Nous avons besoin d'avoir les yeux grands ouverts sur le réel.

L'expérience collective des trois dernières grandes périodes de mobilisations, nous invite à bien réfléchir sur ce qui a manqué en 1995, 2003 et 2009 pour gagner. Elle appelle à bien apprécier dans toute notre démarche et stratégie le véritable bond en avant que nous avons franchi dans la mobilisation et conscientisation des masses aujourd'hui et ce qu'il appelle en terme de responsabilités pour la CGT, ses directions, ses élus et mandatés.

Les dernières semaines ont été marquées par de nombreux débats, prises de positions alimentés et relayés par médias interposés sur les formes d'actions et leur efficacité. La tentative de cristalliser l'attention publique autour des chiffres sur le nombre de participants aux manifestations. Les mêmes commentaires nous sont resservis depuis hier dans les médias pour minimiser l'ampleur de la contestation, élaguer les revendications, éteindre la mobilisation en renvoyant à 2012 toute perspective de changement !

L'unité demeure un combat.

Jamais dans toute l'histoire du Mouvement Ouvrier et singulièrement depuis 1947, l'action syndicale unitaire n'a été simple et les rapports entre la CGT et les formations politiques quelles qu'elle soient faciles.

Nous partons du principe que c'est aux salariés de décider des formes, du contenu et de la durée de leur lutte et que c'est à eux seuls sur les lieux du travail de se déterminer.

Pas plus en 2010 qu'en 1968, la CGT ne peut décréter à quelques uns, la grève générale au-dessus ou à la place de millions de salariés dans le pays.

La mobilisation dans la grève aujourd'hui, doit interpeller chacun (e) des militant (e) s de la CGT sur sa place, son rôle et ses responsabilités dans le renforcement et l'élargissement des luttes engagées.

Depuis deux semaines, les salariés se battent, manifestent, sont en grève dans des professions comme les Industries Chimiques, des Services de la Fonction Publique et dans le département des Bouches du Rhône,... sans que ce soit la CGT qui ait décidé, pour les intéressés, de ce qu'ils devaient faire.

Pour qu'ils puissent se discuter des formes d'actions, encore convient-il de se mettre d'accord dans les entreprises, services sur les revendications et avec quels objectifs et liens sur les retraites parce que dans le mécontentement et la colère qui s'expriment, il y a les retraites mais il y a aussi toutes les autres revendications et le rejet de la politique du Pouvoir en place.

Gagner à la grève générale, illimitée ou reconductible comme le préconisent certains acteurs politiques, que l'on retrouve y compris dans les rangs de la CGT, n'a aucun sens quand il n'existe pas de revendications lisibles et pas de grève. A moins que les motivations réelles se situent sur un autre plan que le mouvement social. A moins que la CGT et d'autres organisations ne servent que de tribune pour la promotion d'objectifs politiciens inavoués!

Comment peut-on ouvrir une perspective qui cultive l'enthousiasme et l'espoir quand il s'agit seulement d'obtenir une forme de lutte.

A la CGT, nous ne cultivons pas la grève pour la grève.

La grève demeure l'ultime moyen d'action quand toutes les possibilités d'actions pour faire avancer des revendications, sont épuisées. Elle n'est pas un but en soit et il faut, d'ailleurs, noter qu'avec ce discours, les plus virulents sur ce thème, ne parviennent même pas à enraciner des arrêts de travail majoritaires, là où ils travaillent, ce qui devrait faire réfléchir les dirigeants de la CGT et nous conduire à inviter ces agitateurs à faire preuve de plus de modestie!

A ce stade de la mobilisation, il est vraiment temps de rappeler à ceux qui passent leur temps à ânonner grève générale, en s'attaquant plus aux directions des Confédérations et plus particulièrement de la CGT qu'au patronat que l'efficacité impose de se faire comprendre des salariés d'emporter leur conviction.

L'action syndicale se gagne par le débat, la consultation quotidienne des salariés et la décision majoritaire sur le niveau des revendications, la forme et la durée de l'action sur chaque lieu de travail.

Ce n'est pas la radicalisation dans les formes de luttes à l'initiative de minorités agissantes qui permettra de gagner. L'expérience l'a montré en 2003, avec tout ce qui s'est passé notamment à La Rochelle, à Blois dans la région Centre où quelques illuminés ont utilisé les manifestations pour mettre le feu aux bâtiments du MEDEF ou bâtiments publics.

Ces pratiques ont toujours conduit à fractionner la mobilisation, briser la dynamique de luttes et permettre au Patronat de se soustraire à ses responsabilités. Ne soyons pas naïfs, elles ont toujours été incitées, organisées par le Pouvoir pour discréditer les luttes. (En 1968, en 1979, pour la Marche pour la Sidérurgie en 1984, en 2003....) Les tentatives orchestrées dans plusieurs villes de notre région et dans d'autres qui ont conduit à quelques affrontements dans la périphérie des manifestations, nous invitent à redoubler de vigilance dans l'organisation des prochaines manifestations.

Les manifestations de ce 12 Octobre et échos qui remontent des localités, confirment l'immense tâche qui nous incombe pour aider les Salariés, la Jeunesse à y voir plus clair, à faire le lien entre leur situation avec le devenir des Retraites et à les consulter pour leur proposer de s'engager dans l'action sur les lieux de travail.

La question centrale ne peut pas se résumer à pour ou contre la réforme du Gouvernement sur les Retraites.

Le projet du Gouvernement, qu'il veut passer en force par procédure d'urgence après l'Assemblée Nationale, au Sénat, est inacceptable, mais il faut aller au bout de cette bataille et ne pas seulement laisser le Salariat au milieu du gué.

Cette bataille exige la plus grande lucidité sur le financement des Retraites comme de la Protection Sanitaire et Sociale plus largement.

La Droite, le Patronat sont décidés à prendre leur revanche sur le Salariat et les acquis du Conseil National de la Résistance. Toutes les réformes prises depuis 2007 ont été conduites au nom d'une seule logique, celle de la marchandisation et du profit maximum.

Les Retraites, la Sécu comme les Services Publics représentent des masses financières qui échappent à la logique marchande, c'est cela la première raison qui pousse à cette contre réforme sur les Retraites qui s'articulent à toutes les autres entreprises par Sarkozy et le camp qu'il représente.

Au cœur de l'affrontement entre le Capital et le Travail, il y a le salaire et sa part socialisée consacrée au financement pour le présent de la Sécu (Maladie, Famille, Accident du Travail, Vieillesse), des caisses de Retraites, du Logement, de la Formation Professionnelle, de l'indemnisation du chômage et des activités sociales.

La pression exercée depuis 30 ans par le Patronat Français sur le répertoire de la baisse des charges, n'a visé que cet objectif de réduire les masses salariales pour à la fois faire baisser les salaires, la partie socialisée et celle directe et permettre aux groupes de la Finance, des Banques et Assurances de faire du profit en mettant fin à la Solidarité Nationale.

Toutes les exonérations consenties par les gouvernements de Droite comme de Gauche, n'ont servi qu'à augmenter les gains des dirigeants des entreprises et actionnaires.

La machine à exonérer, a produit la baisse de la masse salariale, le transfert de la part consacrée aux salaires dans le PIB vers le Capital pour toujours plus de précarité, d'exclusion et de suppression des emplois en CDI et sous statut.

Durant la même période, les profits ont explosé, le CAC 40 a cumulé records sur records et les recettes pour les Retraites, la Sécu ont diminué alors que les besoins sociaux augmentent avec la progression du chômage, de la précarité, de la pénibilité du travail des accidents du travail et maladies professionnelles, du vieillissement de la population.

Depuis plus de quarante ans, la productivité n'a cessé de croître dans tous les secteurs et quelle que soit la taille des entreprises et ce sont les dirigeants des grandes comme des petites entreprises qui se sont accaparés les richesses produites par les salariés.

La réforme des Retraites du Gouvernement comme toutes celles mises en chantier depuis le milieu des années 80, ne fera qu'aggraver les difficultés de financement et la situation des Retraités qui ont déjà subit la perte de 20 % de la valeur de leurs pensions depuis 1987.

L'unité dans l'action implique indépendance et expression de la CGT

A ce stade de la bataille dans lequel est en débat la reconduction de l'action soumise au vote des salariés au-delà du tronc commun qui solidarise les organisations syndicales sur les Retraites, le rôle de la CGT va être déterminant pour la suite.

Agir avec d'autres ne peut pas conduire à ce que la CGT ne s'exprime plus sur les lieux de travail et à taire les différences d'approches de solutions et propositions.

Etre clairs ne veut pas dire être sectaires. Etre fermes sur nos positions ne veut pas dire être fermés au débat et à la confrontation des idées.

Il existe bel et bien des positions différentes sur le Dossier Retraites entre la CGT et les autres organisations syndicales. Entre la CGT et le Parti Socialiste dont les dirigeants affichent leur intention de renvoyer à 2012, sans toutefois revenir à l'essentiel des projets de la Droite en matière d'allongement de la durée de cotisations. Laurent Fabius a déclaré qu'il faudrait bien que les employeurs et organisation syndicales de salariés consentent chacun à des concessions. Martine Aubry et Ségolène Royal avancent la proposition de la retraite à la carte (Bonjour la Solidarité...!) et de la durée de cotisations à 41,5 années.

Au plan syndical, des divergences existent qu'il convient de lever dans l'action avec les salariés sur le financement et la stratégie des luttes.

Comme en 2003 où la CFDT avait ratifié le 16 Mai, un accord sur les carrières longues à l'origine de la fin des mobilisations, FO cultive la surenchère en promotionnant la grève générale alors que ses syndicats sur le terrain freinent des quatre fers.

Au cœur de cette phase d'aiguisement de la lutte de classe et d'affrontement sur les idées, il est impérieux de revenir partout sur l'urgence **d'augmenter les salaires pour augmenter les recettes** pour les retraites et la Sécu, de stopper les exonérations de cotisations sociales et augmenter la part de cotisations des entreprises.

Le lien entre revendications dans l'entreprise, le service pour exiger des créations d'emplois, la transformation des conditions de travail, constitue le passage obligé pour élargir cette bataille que la CGT a initié et nous permettre d'engranger des avancées pour les salariés.

Pour cela, nous devons être nets dans notre discours syndical : <u>le Patronat doit payer et il en a les moyens.</u>

Toutes ces questions nous renvoient à notre qualité de vie syndicale et à l'état de nos forces organisées.

Plus que jamais, nous avons besoin de réunir les Collectifs de directions syndicales pour réfléchir, diriger l'activité syndicale, proposer des initiatives.

Plus que jamais, nous avons besoin de réunir les syndiqués pour échanger, élever les niveaux de connaissances et de maîtrise des enjeux pour décider ensemble et nous mettre en mouvement pour organiser l'action avec les salariés.

Dans ce processus, les manifestations de la période à un moment où les salariés participent en masse aux initiatives que prend la CGT, manifestent avec la CGT, l'adhésion à la CGT, le renforcement des syndicats, la création de nouvelles bases, appellent des mesures d'organisation particulières.

La période dans laquelle nous sommes et entrons, demande beaucoup de disponibilité, d'engagement militant et surtout davantage de capacité humaine donc de nouveaux adhérents pour déployer une activité syndicale à la hauteur du rapport de force à consolider et enraciner pour gagner.

Nous pouvons, à ce prix, réamorcer une dynamique gagnante pour redonner confiance, espoir dans la force du Salariat, couleur et éclat dans l'image de la CGT.

A nous tous, Ensemble, de le vouloir et nous y mettre partout.

Le 13 Octobre 2010

Philippe CORDAT Secrétaire du CR de la CGT Centre